Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 31 (2004)
Heft: 6

Artikel: Interview : Christoph Blocher : "Le peuple n'est pas plus bête!"
Autor: Keller, Gabrielle / Blocher, Christoph
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-912221

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

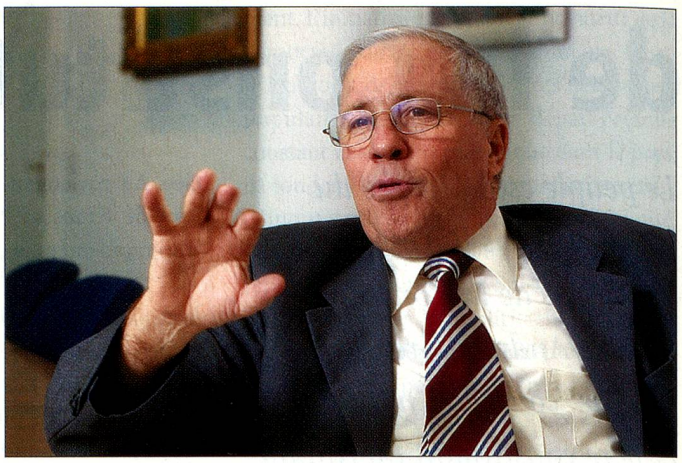
Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Patrick Lüthy



Christoph Blocher: «Le peuple n'est pas plus bête!»

Depuis que Christoph Blocher est conseiller fédéral, ses adversaires et les médias lui reprochent régulièrement de violer les règles de la collégialité et de continuer à faire de la politique comme s'il était à la tête de l'opposition. Or il déclare à la «Revue Suisse» ne se battre que pour la transparence de la communication et pour la libre expression des idées.

«Revue Suisse»: *Vous êtes membre du Conseil fédéral depuis un an. Y a-t-il quelque chose qui vous ait particulièrement impressionné dans votre charge?*

Christoph Blocher: Non, rien (rire)! La stagnation économique où nous nous trouvons et l'état catastrophique des finances fédérales m'étaient déjà connues avant mon entrée au gouvernement. Je peux dire aujourd'hui que c'est précisément sur ces points que nous avons fait le moins de progrès jusqu'ici. Une autre chose qui me préoccupe est le fossé profond qui se creuse entre la population et l'élite politique. Ce n'est d'ailleurs pas qu'un problème suisse, nos voisins européens le connaissent aussi. Les citoyens se méfient des politiciens. C'est là un défaut grave, surtout dans un pays comme la Suisse, où la démocratie directe joue un si grand rôle. Là, je renverse délibérément la vapeur, me bats pour la transparence de la communication et en faveur de ce qu'on exprime ouvertement son opinion ou qu'on ait le droit de contredire. Sur ce point, nous avons fait quelques progrès, mais cela ne va pas sans heurts.

De quel genre de heurts parlez-vous?

Voyez seulement! Après des votations, les politiciens affrontent les médias et font la leçon au peuple. C'est incroyable! Quant à moi, après le rejet des deux objets sur la naturalisation facilitée, je me fais taper sur les doigts par des journalistes et des politiciens pour avoir dit que le peuple souverain avait tranché, qu'il fallait respecter sa décision et qu'il s'agissait maintenant de faire ce pour quoi nous avions été élus.

N'incombe-t-il pas aussi au gouvernement de commenter les décisions populaires? Ou est-ce l'affaire des médias?

Il ne faut quand même pas prendre les citoyens pour des idiots! Ils ne sont finalement pas plus bêtes que le parlement et le gouvernement auxquels ils ont donné leur confiance! Contrairement à ce qui se passait dans les années 1970, les médias sont aujourd'hui exceptionnellement favorables au gouvernement, d'une manière générale, et la majorité d'entre eux défend une opinion uniforme. Exemple: pour les deux objets sur la naturalisation facilitée, les citoyens ont voté non à 56,8 et 51,6 %. On peut le regretter – je n'ai rien contre. Mais voilà que pratiquement tous les médias tapent sur cette majorité et la traitent de xénophobe et de raciste; les annonces de l'UDC et Blocher seraient responsables de cette affreuse décision. Ils traitent le souverain comme une maîtresse de travaux pratiques sermonne sa classe. Personne n'a l'idée d'examiner de près la décision, sans préjugé. Cela n'est pas

seulement grave, c'est aussi inquiétant pour le peuple. Beaucoup de citoyens ne se sentent plus représentés par Berne. Dans la presse suisse, la multiplicité des titres a remplacé la diversité des opinions.

Contrairement à la majorité des journalistes, vous défendez aussi une politique opposée à l'Europe. Mais comment la Suisse peut-elle se profiler économiquement dans le contexte international? N'y a-t-il pas là une contradiction entre le Blocher politicien et le Blocher ex-entrepreneur?

Non, il n'y a pas là la moindre contradiction. Comme entrepreneur, je me suis toujours mû sur un terrain mondialisé. 92 % de notre production était exportée. Mais je savais qu'il nous fallait penser au niveau mondial tout en agissant au niveau local. La valeur de notre indépendance et de notre neutralité n'est pas du tout opposée à un univers mondialisé. Plus la mondialisation est forte, plus l'indépendance d'action est importante, sinon on se fait manger. Cela est aussi valable en politique: il est indispensable de penser à l'échelle internationale, mais il ne faut pas s'y laisser enfermer. Il nous faut préserver notre souveraineté nationale.

Le dernier congrès des Suisses de l'étranger a parlé de la position internationale de notre pays dans le domaine technologique. Les Suisses de l'étranger observent avec inquiétude que la Suisse perd peu à peu sa position de leader. Où le bât blesse-t-il?

Cette observation est juste. D'une part, la recherche est fortement bridée – prenez seulement l'exemple du génie génétique! La Suisse ne recule pas seulement par rapport aux autres pays européens, son plus grand concurrent est l'Amérique. Notre pays aurait en soi la possibilité d'éviter les fautes des autres pays européens, mais il n'exploite guère cette occasion. C'est pourquoi de nombreux chercheurs finissent par aller aux Etats-Unis. C'est aussi une conséquence des impôts et des taxes élevés de notre pays. Ces redevances sont toujours de l'argent retiré du circuit économique. Il reste alors moins d'argent, naturellement, pour la recherche et le développement.

Autrefois, les médias vous vilipendaient comme politicien d'opposition, aujourd'hui comme conseiller fédéral. Ils ne se gênent guère pour vous critiquer. Comment l'encaissez-vous, personnellement?

On s'y fait! Quand j'étais jeune, cela me touchait davantage qu'aujourd'hui. Somme toute, personne ne me reproche de voler, de boire, de mal faire mes devoirs ou de ne pas les faire du tout! On m'attaque à cause de mes opinions politiques. C'est aussi le cas quand les attaques prennent une tournure personnelle. Et puis, j'ai quand même quelques partisans! Pendant plusieurs législatures, j'ai été le conseiller national le mieux élu de Suisse. N'est-ce pas consolant de voir à quel point les médias ont peu d'effet là-dessus? C'est que les lecteurs sont majeurs. Seuls ceux qui n'ont pas de personnalité n'ont pas d'adversaires. A quoi s'ajoute le fait qu'une personne aussi exposée à la critique que moi fait moins d'erreurs! La critique est une source d'apprentissage, c'est là une chance. J'ai donc des rapports très positifs avec la critique.

Les Suisses de l'étranger se sentent plus attachés à la patrie que bien des Suisses de l'intérieur et pourtant la majorité d'entre eux est favorable à l'adhésion à l'UE. Comment vous l'expliquez-vous?

La majorité des Suisses de l'étranger vit en UE, d'où des raisons très pratiques d'être pour. Les inconvénients d'une adhésion les intéressent peu. Cela ne les gênerait pas non plus beaucoup si les Suisses devaient relever la TVA de 7,6 à 15 %. Les échos sont d'ailleurs différents outre-mer, où les Suisses sont très sceptiques vis-à-vis de l'ouverture.

L'UDC est contre l'adhésion à l'UE et s'est également opposée à l'EEE. Les accords bilatéraux sont-ils une alternative valable, à long terme?

Oui, s'ils ont pour but une ouverture vers le monde et ne font pas partie d'une tactique de saucissonnage.

Que diriez-vous aux Suisses de l'étranger?

On les qualifie souvent d'ambassadeurs de notre pays. Mais je suis prudent, car nous ne pouvons pas simplement les dégrader au rang de porteurs de messages. Ceux qui réussissent à l'étranger ne le font pas parce qu'ils sont Suisses de l'étranger, mais parce qu'ils exécutent correctement une mission. C'est justement parce que la Suisse est si petite que les contacts personnels des Suisses à l'étranger sont si précieux.

Interview: Gabrielle Keller

Traduit de l'allemand.